

TRAIT D'UNION

Nouvelle édition n°2
Journal de l'Association Générale des Etudiants de Jussieu
UNEF, Paris VI et Paris VII.

EDITORIAL

Voici le second numéro de "Traité d'union", le journal des adhérents de l'Association Générale des Etudiants de Jussieu (AGEJ-UNEF).

Depuis le numéro précédent, beaucoup d'événements se sont déroulés.

La guerre du Golfe s'est terminée, elle est remplacée par une guerre civile. Résultat : des victimes par milliers, un pays ruiné, un peuple (kurde) en exode...

Mais, pour ce qui concerne l'université, l'événement important c'est le plan d'aide sociale de Jospin.

Le combat acharné des étudiants, avec l'UNEF, a payé sur de nombreux points : remboursement de 50 % de la carte orange, hausse du taux et du nombre de bourses, 11 000 chambres supplémentaires en cité U.

Mais l'ensemble du projet est néfaste. Ainsi, avec le miroir aux alouettes, que constituent les prêts étudiants, c'est vers un endettement dangereux des étudiants que l'on se dirige.

Parce-que l'UNEF défend l'intérêt des étudiants, de tous les étudiants, l'UNEF a refusé de signer ce projet.

Mais nous devons faire plus : exigeons que les bonnes mesures soient appliquées dès septembre 91 et non en 1995 !

Réclamons l'annulation des mesures néfastes ! Oui,, vraiment ! l'aide sociale étudiante doit être au coeur de notre activité.

C'est pourquoi une série d'initiatives va être prise au niveau de la fac sur ce thème. Tu es cordialement invité à y participer et à avancer d'autres idées.

Eric Ruiz
Président de L'AGEJ-UNEF

RENCONTRE ETUDIANTS-ATOS

"Ils" sont des milliers sur Jussieu; "ils" ne sont ni étudiants ni enseignants ni chercheurs.

"Ils" : ce sont les ATOS (Agents Techniques et Ouvriers de Service). Leur rôle est primordial dans le fonctionnement de la fac : techniciens de laboratoires, agents techniques (TP, TD...), personnel administratif, agents d'entretien ou de sécurité, etc... Sans les ATOS, l'université ne fonctionnerait pas !

Nous les côtoyons quotidiennement, mais nous ne les connaissons pas.

Qui sont-ils ? Que veulent-ils ?

Et pourtant : - leurs problèmes sont les nôtres : le campus est sale ? normal, un seul salarié à temps plein doit "assurer" son nettoyage ! Le matériel ne fonctionne pas ? Evidemment, il n'y a personne pour le réparer !

- leurs revendications sont les nôtres : nous réclamons de bonnes conditions d'études, dans des locaux bien entretenus, les ATOS demandent des postes supplémentaires et les moyens de faire leur travail.

On le voit, des initiatives communes sont possibles car ensemble, nous serons plus forts !

C'est pourquoi, l'UNEF et la CGT Jussieu t'invitent à une rencontre le 16 avril de 12h à 14h au Bâtiment M (la salle sera indiquée sur place).

Eric

Brève - ...Peix comme Palestine... Pour commémorer le jour de la terre, l'UNEF, l'UNEN, l'UGET, le CJP, l'AMFP et la GUPS organisèrent le 29 mars à Jussieu un débat sur la question palestinienne avec comme invités : Maurice Rajfus, Jean Edern Hellier, un représentant de la GUPS de Paris et François Cuny du CJP... Succès... 150 personnes... Aujourd'hui, le peuple palestinien a plus que besoin de notre soutien pour obtenir son indépendance et le droit de posséder une terre, un Etat, la paix.

L'EDUCATION : UN DROIT A ARRACHER

Ce n'est pas nouveau, nous vivons dans une société inégalitaire et aujourd'hui les inégalités s'accroissent.

Or, le système éducatif joue un rôle important dans le maintien de ces inégalités. En effet, les enfants des classes défavorisées ont beaucoup moins de chances que ceux des classes plus aisées. Ces derniers bénéficiant de moyens matériels, ils peuvent suivre des cours particuliers, et ils ont des livres à leur disposition... Bref ! Ils ont plus facilement accès à la culture générale.

C'est pour cela que la sélection scolaire n'est en fait qu'une sélection sociale déguisée.

12 % d'enfants des classes populaires

Parmi les étudiants, il y a...

+ de 50 % d'enfants de cadres moyens et supérieurs

De plus, parmi les jeunes des classes populaires qui parviennent jusqu'au niveau du bac, très peu suivent des études supérieures longues : cela coûte cher.

Bref, l'université est encore une bastion de la sélection, et la lutte pour l'aide sociale aux étudiants est nécessaire si on veut une éducation démocratique.

Les revendications telles que le développement des bourses, la construction de cités universitaires, l'aide aux étudiants salariés etc... sont justes, mais elles ne touchent que les étudiants, elles peuvent apparaître comme corporatistes.

Toute une frange de la population est écartée des études et nous ne nous en occupons pas.

C'est pour cela qu'il sera intéressant de développer l'idée d'un "ticket d'études" qui permettrait à n'importe qui, qui soit dans la vie active et qui n'ait pas eu la chance d'avoir un bac ou de faire des études supérieures, de poursuivre ses études dans la filière de son choix.

Ce "ticket d'études" consisterait en 5 ans d'études rémunérées par l'Etat, que le bénéficiaire pourrait prendre à n'importe quel moment de sa vie.

Les détails d'une telle revendication restent encore à définir, mais cette dernière permettrait de (re-) lancer le débat au sein de l'AGEJ sur une éducation non sélective ouverte à tous.

De plus, le "ticket d'études" ne peut qu'aider à établir des liens entre les revendications étudiantes, lycéennes et celles des salariés.

Aujourd'hui plus que jamais nous devons tous être unis, non seulement pour nous défendre, mais aussi pour proposer autre chose face aux inégalités.

Alexis Gutierrez

UNEF JUSSIEU AU COEUR DES AMPHIS

Lors des élections des représentants étudiants aux conseils d'UFR du 7 février dernier, l'AGEJ-UNEF a affirmé son implantation sur P VI en obtenant 5 élus dans 4 UFR. Notons que l'UNEF ID obtient 23 sièges, que l'organisation Itioéroire Bis, récemment installée sur P VI, obtient 3 sièges, que l'UNI qui n'a déployé aucune activité depuis deux ans obtient 5 sièges et que les bureaux des étudiants (corpos) totalisant au moins 3 élus. L'UNEF ID, forte de sa vingtaine d'élus ne dnit son succès qu'à ses activités de services et non plus à une pratique syndicale. Les résultats obtenus par cette organisation ne sont pas significatifs d'un soutien évident de ses propositions par son propre électorat.

Il faut remonter loin dans l'histoire de l'UNEF à Jussieu pour retrouver de tels résultats. Soit, nous ne pouvons nous glorifier d'un résultat aussi peu significatif des forces réelles que nous aurions pu déployer. Une tâche énorme doit nous occuper dès à présent, il s'agit de développer les potentialités que nous possédons sur la fac comme sur tous les autres centres qui en dépendent, non seulement en investissant les adhérents dans l'activité quotidienne de notre syndicat, mais aussi en rassemblant des étudiants d'horizons les plus divers. On nous répète souvent qu'il ne doit y avoir aucun préalable à la lutte, alors ajoutons que l'adhésion ne doit pas être, systématiquement, un préalable à notre action auprès des étudiants.

Le rôle des élus dans les conseils doit s'appuyer sur nos propositions en faveur d'un système universitaire plus juste, plus démocratique. Trop souvent, les étudiants ont l'impression que les syndicats étudiants apparaissent au moment des élections pour disparaître aussitôt après. Cela montre le peu de crédit que possède le syndicalisme étudiant qui comme ailleurs est en crise. Les chiffres de la participation aux élections universitaires affichent une tendance à la baisse qui s'accroît chaque année. Seule une démarche ouverte, liant le débat et l'organisation des luttes avec les étudiants pourra permettre à l'UNEF, à Jussieu, d'accroître son implantation. Les représentants étudiants sont perçus comme d'illustrées inconnus, ne se préoccupant que de leurs propres intérêts. Il nous appartient désormais de respecter nos mandats et de les assumer pleinement.

Le manque de perspective caractérise "les mouvements étudiants" qui réapparaissent chaque année. Exiger de meilleurs moyens n'est pas suffisant pour améliorer notre formation car le gouvernement ne diminue pas seulement les budgets de

l'enseignement supérieur, mais entreprend une refonte profonde du système universitaire qui touche aussi bien le personnel enseignant que les étudiants, les chercheurs, les ATOS etc... L'action des élus UNEF revêt une nouvelle dimension qui nécessite un contact avec tous les protagonistes de la "machine" universitaire. Cette nouvelle dimension allie à la fois la réflexion collective, l'action et la lutte.

J.P. Djukic
responsable 3ème cycle
élu au conseil d'UFR de chimie P6

Brava ... Aide sociale... Initiative au restaurant Universitaire de Jussieu...12h à 14h... mercredi 17 avril et vendredi 19 avril...Venez nombreux... Après le désastreux plan sur l'aide sociale du gouvernement... Lançons le contre-offensive pour l'amélioration du restau U de Jussieu.

L'AFFAIRE BOUDAREL

Depuis le 13 février dernier, toute la presse française et une partie de la presse internationale vibre à l'unisson à propos de Georges Boudarel. Une grande partie de chasse s'est jouée sous les regards confiants et vengeurs d'une bonne partie de la classe politique française, de l'extrême droite au parti socialistes.

La fond de l'affaire : Georges Boudarel rallie le camp des colonisés en 1950 pour lutter contre l'armée française et sa "mission civilisatrice" (J.J. Beucler). En 1953, il est chargé par le Vietnam de "réduquer" les prisonniers du camp 113. Georges Boudarel se retrouve dans une situation délicate : tenter de convaincre les prisonniers français et algériens de rallier la cause de la paix et de la lutte contre la "sale guerre" mais ceci dans des conditions particulièrement éprouvantes pour les dits prisonniers. En effet, le manque de nourriture, l'absence totale de moyens médicaux (médecins, médicaments, etc...), le climat hostile (le camp 113 se trouvait en effet à une altitude assez faible comprise à l'altitude du camp n°1 par exemple dont le taux de mortalité était quasiment nul) enfin la désinvolture de l'Etat major français qui, puisque la France ne reconnaissait pas l'Etat vietnamien, ne fit absolument rien pour ses hommes prisonniers (envois de médicaments, nourriture, vêtements etc...) empêchant les prisonniers du camp de vivre dans des conditions décentes. La maladie emporta une bonne partie des effectifs.

Lors d'un colloque au sénat, 40 ans après (le 13 février 1991), alors que Boudarel est amnistié pour son seul délit ("trahison"), J.J. Beucler, sénateur centriste, grand ami de Jacques Nédecin qui est son parrain en politique, dénonce le

"tortionnaire Boudarel". Lorsque dans les jours suivants les journalistes interrogèrent Beucler, celui-ci précisa que Boudarel n'avait jamais frappé personne, et encore moins torturé, mais qu'il exerçait une fonction de "tortionnaire moral". Par là, Beucler tentait de définir ce qu'est un homme qui explique aux prisonniers qui dépendent de lui qu'il vaut mieux se battre pour la paix, et pour l'indépendance d'un pays qui y avait droit (et personne aujourd'hui ne peut le remettre en cause).

Tout cela est évidemment un coup monté par l'extrême droite qui tente de se refaire une popularité grâce à cette affaire. Mais si ça n'était que cela, nous pourrions facilement organiser la défense de M. Boudarel. Mais toute la presse française s'est ralliée au mot d'ordre lancé par le Front National, l'action Française et le GUD : "Boudarel assassin". Le Nouvel Observateur de Jean Daniel et Jacques Julliard réputé de gauche n'a pas hésité à tomber dans le panneau sans faire le moindre effort pour faire la lumière sur cette affaire et en faisant une confiance absolue dans le discours fasciste.

Lynchage médiatique et mensonge, voilà ce que Boudarel a dû endurer pendant près de 2 mois.

Mais l'affaire n'est pas terminée puisque l'avocat des accusateurs de Boudarel a déposé une plainte pour crime contre l'humanité au parquet de Paris. Cette accusation n'a jusqu'à présent concerné que des crimes en rapport avec le génocide juif de la guerre de 40. L'extrême droite tente donc de banaliser ce type d'accusation afin de racheter les Touvier, Papon et autres Bousquet, ou tout au moins de rééquilibrer la balance en dénichant des salopards de la même espèce à gauche.

Pour dénoncer cela et éviter une banalisation du génocide et des crimes nazis ou des crimes qui se rattachent au nazisme, le comité de soutien à Georges Boudarel a décidé de faire appel à tous ceux qui se sentent concernés par le danger énorme qui pèse sur l'histoire et par la menace du révisionnisme, et ceci sur fond d'une extrême droite montante.

Si vous êtes convaincus que la guerre de libération du Vietnam était juste (indépendamment de ce qu'a pu devenir le régime vietnamien dans les décennies qui suivirent l'indépendance), si vous êtes convaincus qu'il faut préserver l'histoire même si par ailleurs il est nécessaire d'approfondir le sujet des guerres coloniales qui, après tout sont encore bien mystérieuses puisque les archives françaises sont impénétrables, si, enfin, vous êtes convaincus que le lynchage (médiatique ou autre) fait partie de méthodes à condamner absolument, alors prenez contact avec le Comité de Soutien à Georges Boudarel :

Anne May, secrétariat d'histoire, tour 34 / 44 à Jussieu.

D'autre part, une souscription est lancée pour aider Georges Boudarel à payer ses avocats, déplacements et autres frais occasionnés par cette affaire : chèques à l'ordre de Comité de Soutien à Georges Boudarel ou Sylvain Marange, CCP 2065503 T Paris.

Antoine Roquentin (étudiant en histoire)